



L'ÉVOLUTION DU SPASER

CONTEXTE

RÈGLEMENTAIRE
LÉGISLATIF

2014

L'article 13 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 a institué les premiers SPASER, avec des « **objectifs de passation** de marchés publics **comportant des éléments à caractère social** visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs» (acheteurs publics réalisant des achats de plus de **100 millions** d'€ HT par an)

2015

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ajoute une **obligation de définition d'objectifs (librement fixés)** de marchés comportant des « éléments à caractère **écologique** », et contribuant à la « promotion d'une **économie circulaire** »

2021

La loi climat et résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 renforce le contenu des SPASER, qui doivent désormais comporter **des indicateurs précis sur les taux réels d'achats publics** socialement ou écologiquement responsables

2023

Le décret n°2022-767 du 2 mai 2022 **abaisse à 50 M€ le seuil** avec effet au 1er janvier 2023, et la loi industrie verte n° 2023-973 du 23 octobre 2023 étend l'obligation à **tous les acheteurs atteignant ce seuil**

2024

L'article L2111-3 du CCP instaure l'obligation d'établir un SPASER pour **tous les acheteurs publics dont l'État et ses établissements publics**

